

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 22 janvier 2024

Monsieur Marc Fortin
Président-directeur général
Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQRA)
425, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1008
Montréal (Québec) H3A 3G5

Monsieur le Président-Directeur général,

La présente fait suite à votre lettre du 22 décembre 2023 transmise au ministre de la Santé, monsieur Christian Dubé concernant la préparation du deuxième règlement sur le recours aux services des agences de placement de personnel (agences) et de la main-d'œuvre indépendante (MOI) dans le secteur de la santé et des services sociaux.

Tous les éléments mentionnés dans votre lettre, ainsi que ceux partagés le 24 novembre 2023 lors de la rencontre de consultation ayant eu lieu avec le Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux, feront l'objet d'analyses et seront pris en compte au cours de nos travaux à cet égard. Toutefois, la volonté du gouvernement d'éliminer définitivement le recours aux agences et à la MOI a été annoncée de longue date et celle-ci demeure ferme.

À titre informatif, le coût du recours aux agences et à de la MOI a augmenté de 380 M\$ (30 %) en 2022-2023 par rapport à l'année précédente, et ce, malgré une diminution des heures travaillées par celles-ci. Le ministère de la Santé et des Services sociaux estime que si rien n'est fait, les services rendus aux usagers par les établissements publics du réseau de la santé et des services sociaux seront en péril ainsi que la viabilité financière de vos membres qui subissent les effets négatifs du recours aux agences.

... 2

Le règlement vise uniquement la location de personnel et non tous les contrats d'entreprises. Généralement, un travailleur autonome, un consultant ou une firme externe qui vient effectuer un mandat précis et qui repart ensuite, sans remplacer un poste vacant ou un membre des équipes internes ne constitue pas un recours à une agence ou à de la main-d'œuvre indépendante et n'est donc pas visé par le règlement. De manière générale, cela implique le recours à un service particulier, car l'expertise à l'interne n'est pas suffisante pour combler ce besoin, par exemple :

- Un plombier ou un frigoriste.
- Une firme d'avocats.
- Un consultant en technologie de l'information.
- Un conférencier.

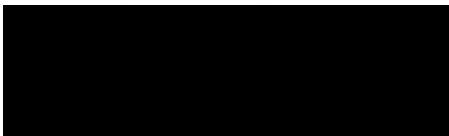
Parmi les exemples que vous avez fournis dans votre lettre, il est probable que le lien contractuel unissant vos membres et ces travailleurs ou entreprises soit de nature purement contractuelle plutôt que de location de personnel.

Pour que vos membres puissent s'en assurer, nous les invitons à consulter le site Web de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail dans la section employeur sous l'onglet travailleur autonome. Cette plateforme traite des critères à respecter selon la jurisprudence pour s'assurer que le type de contrat est bien un contrat d'entreprise et un contrat de location de personnel.

Au besoin, vos membres peuvent aussi consulter un conseiller juridique de leur choix. Si des préoccupations demeurent quant à la Loi et au règlement, n'hésitez pas à communiquer avec notre équipe à l'adresse courriel suivante : moi-agence@ssss.gouv.qc.ca

Veuillez agréer, Monsieur le Président-Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur principal,



Louis Bourcier